

REÇU LE 10 JUIL. 2008

Répertoire n°: 1415/08

Audience publique du 14 juillet 2008

Le tribunal de paix d'Esch-sur-Alzette, arrondissement judiciaire et Grand-Duché de Luxembourg, a rendu le jugement qui suit:

Dans la cause entre:

la société anonyme SAINT BRICE (UNIGRO), établie et ayant son siège social à B-7501 Orcq, 422, Chaussée de Lille, représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,

- *partie saisissante* - comparant par Maître Emilie MELLINGER, en remplacement de Maître Laurent HARGARTEN, avocat à Esch-sur-Alzette

et:

Jerry LINDEN demeurant à -4580 Differdange, 62-64, rue de Hussigny

- *partie saisie* - comparant par Maître Bouchra FAHIME-AYADI, en remplacement de Maître Nicky STOFFEL, avocat à Luxembourg

et encore:

l'association sans but lucratif FORUM POUR L'EMPLOI, établie à L-9230 Diekirch, 20, route d'Ettelbruck, représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,

- *partie tierce-saisie* -

Faits:

Suivant ordonnance rendue par le juge de paix d'Esch-sur-Alzette en date du 8 mai 2008 la société anonyme SAINT BRICE (UNIGRO) a été autorisée à pratiquer saisie-arrêt sur le salaire de Jerry LINDEN entre les mains de l'association sans but lucratif FORUM POUR L'EMPLOI pour avoir paiement de la somme de 1.435,37.- €.

A la requête de Jerry LINDEN, tous les intéressés ont été convoqués par la voie du greffe à comparaître devant le tribunal de ce siège à l'audience publique du 16 juin 2008.

L'affaire fut refixée à l'audience publique du 7 juillet 2008.

A cette audience, Maître Emilie MELLINGER pour la partie saisissante fut entendue en ses conclusions.



Maître Bouchra FAHIME-AYADI pour [REDACTED] fut entendue en ses explications.

La partie tierce-saisie a fait la déclaration affirmative prévue par la loi.

Sur ce, le tribunal prit l'affaire en délibéré et rendit à l'audience publique de ce jour, à laquelle le prononcé avait été fixé,

le jugement

qui suit :



Suivant ordonnance rendue par le juge de paix d'Esch/Alzette en date du 8 mai 2008 la société anonyme SAINT BRICE (UNIGRO) a été autorisée à pratiquer saisie-arrêt sur le salaire de [REDACTED] entre les mains de l'association sans but lucratif FORUM POUR L'EMPLOI pour avoir paiement du montant de 1.435,37.- €.

Suite à la notification de cette saisie-arrêt [REDACTED] a demandé la convocation des parties à l'audience.

Conformément à l'article 4 du règlement grand-ducal du 9.1.1979 les parties furent convoquées devant le tribunal de ce siège à l'audience publique du 16 juin 2008.

A celle du 7 juillet 2008, à laquelle l'affaire avait été refixée, la société anonyme SAINT BRICE (UNIGRO) conclut à la validation de la saisie-arrêt pour le montant figurant dans l'ordonnance d'autorisation, tandis que [REDACTED] en sollicita la mainlevée.

Aux termes de l'article 3 de la loi du 8 décembre 2000 relative à la prévention du surendettement, l'introduction de la demande formelle du débiteur auprès du Service d'information et de conseil en matière de surendettement entraîne de plein droit la suspension des procédures d'exécution en cours sur les biens meubles ou immeubles du débiteur, à l'exception des procédures d'exécution diligentées contre le débiteur portant sur des dettes alimentaires.

En l'espèce, il résulte d'une lettre du SERVICE D'INFORMATION ET DE CONSEIL EN MATIERE DE SURENDETTEMENT datée du 19 juin 2008 que [REDACTED] a introduit en date du 18 juin 2008 une demande formelle d'admission à la procédure de règlement conventionnel devant la Commission de médiation telle que instaurée par la loi du 8 décembre 2000 précitée.

Dans les conditions données il convient de surseoir à statuer sur la validité de la saisie-arrêt pratiquée.

Par lettre entrée au greffe le 16 mai 2008 la partie tierce-saisie a fait la déclaration affirmative prévue par la loi. Il y a lieu de lui en donner acte.

Compte tenu par ailleurs du fait que jusqu'au moment de sa validation une saisie-arrêt ne constitue qu'une mesure conservatoire et que la société anonyme SAINT BRICE (UNIGRO) a obtenu délivrance d'une ordonnance conditionnelle de paiement à l'encontre de [REDACTED] rendue exécutoire le 14 juillet 2003, il y a lieu de préciser qu'en attendant l'établissement du plan de redressement conventionnel l'employeur est tenu de continuer à opérer et à bloquer les retenues légales afin qu'elles puissent ultérieurement être comprises dans la masse des fonds à répartir entre les différents créanciers.

Par ces motifs

le tribunal de paix d'Esch/Alzette, siégeant en matière de saisie-arrêt spéciale, statuant contradictoirement et en premier ressort,

donne acte à la partie tierce-saisie de sa déclaration affirmative,

sursoit à statuer sur la validité de la saisie-arrêt n° 1084/08,

dit qu'en attendant l'établissement du plan de redressement conventionnel l'employeur est tenu de continuer à opérer et à bloquer les retenues légales afin qu'elles puissent ultérieurement être comprises dans la masse des fonds à répartir entre les différents créanciers,

réserve les frais et les droits des parties,

fixe l'affaire au rôle général.

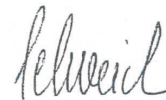
Ainsi fait, jugé et prononcé en audience publique à Esch/Alzette par Monique SCHMIT, juge de paix, assistée de la greffière Georgette SCHWEICH, qui ont signé le présent jugement.



POUR COPIE CONFORME
Esch s/Alzette, le

14 JUIL. 2008

Le Greffier



Eingegangen

17 JUIL. 2008

Erledigt: _____